



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Parc technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENTREPRISE CHARLES MORONI

60 boulevard du Val de Vesle
51500 Saint-Léonard

Références : D1 c 2024-381
Code AIOT : 0005702881

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2024 dans l'établissement ENTREPRISE CHARLES MORONI implanté aux lieux-dits Le Mont, La Raie Terrage, La Rougée, Le Triangle, Les Grandes Raies à Cloyes-sur-Marne (51300). L'inspection a été annoncée le 08/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPRISE CHARLES MORONI
- Le Mont, La Raie Terrage, La Rougée, Le Triangle, Les Grandes Raies à Cloyes-sur-Marne (51300)
- Code AIOT : 0005702881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise MORONI exploite une carrière de granulats sur les communes de Cloyes-sur-Marne, Moncetz l'Abbaye et Norrois. Leur activité est encadrée par les arrêtés suivants :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2014-A-007-CARR du 25 Mars 2014
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-APC-016-CARR du 1er août 2016

- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020-APC11-163-IC du 26 octobre 2020
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020-APC-169-IC du 12 novembre 2020
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-APC-203-IC du 29 décembre 2021

Thèmes de l'inspection :

- Gestion des déchets
- Qualité des Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|-----------------------|
| 6 | Remblayage | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|-------------------|
| 1 | Plan de gestion de déchets | Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 29-2 | Sans objet |
| 2 | Plan d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 10 | Sans objet |
| 3 | décapage | Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 19 | Sans objet |
| 4 | Rejets d'eau dans le milieu naturel | Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 25 | Sans objet |
| 5 | Surveillance des eaux souterraines | AP Complémentaire du 29/12/2021, article 7 | Sans objet |
| 7 | Registre d'admission des déchets | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 1^{er} Mars 2024, il a été identifié des augmentations parfois significatives des concentrations en métaux entre l'amont et l'aval du site remblayé des « Grandes Raies », ceci depuis 2022. L'Inspection observe toutefois qu'en décembre 2023, les paramètres recouvrent une concentration stabilisée et en deçà des seuils de qualité énoncés dans l'arrêté du 17 décembre 2008 (établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines), exceptée pour la concentration en aluminium qui reste au-dessus du seuil susvisé. Dans ce cadre, il est demandé à l'exploitant de mener une nouvelle campagne de mesures en avril 2024 afin de s'assurer du rétablissement de la qualité des eaux souterraines au droit de ce site. Le cas échéant, des suites complémentaires seront proposées afin de garantir le retour à la normale. Un projet de lettre préfectorale est joint en ce sens.

Il est à noter que les registres d'admission des déchets encadrant l'entrée des déblais sur le site "Les Grandes Raies" ont été transmis ultérieurement à l'Inspection. Aucune non-conformité n'a été identifiée à la lecture des informations consignées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion de déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 29-2 |
| Thème(s) : Autre, déchets |
| Prescription contrôlée : [...] L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion de déchets contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- la description des l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;- les éléments issus de l'étude de dangers propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières ; Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet. |
| Constats : Le plan de gestion de déchets, mis à jour en décembre 2023, a été présenté à l'Inspection en amont de la visite. Les éléments de ce plan de gestion sont relatifs aux exploitations de Cloyes, Moncetz, Norrois et Matignicourt et répondent aux éléments prévus par l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation de la carrière de Cloyes, Moncetz, Norrois. L'inspection n'émet pas de remarque sur le plan de gestion de déchets. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Plan d'exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 10 |
| Thème(s) : Situation administrative, Plans |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| <p>L'exploitant doit établir un plan d'échelle adaptée à la superficie. Sur ces plans sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - l'emplacement des différentes bornes ou repères de délimitation des périmètres autorisés ; - l'emplacement des différentes bornes ou repères de délimitation des zones exploitable ; - les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs, notamment celles des zones exploitées justifiant le respect de la côte minimale d'extraction ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages de surface et, s'il y a eu lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les plans d'exploitation, mis à jour en décembre 2023 et relatifs aux différents sites de la carrière ont été présentés à l'Inspection en amont de la visite. Ces plans illustrent les éléments prévus par l'Arrêté Préfectoral d'autorisation susvisé.</p> <p>L'Inspection n'émet pas de remarque particulière sur ces plans.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : décapage

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 19</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, décapage</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La hauteur des tas de terre végétale stockée doit être telle qu'il n'en résulte pas d'altération de ses caractéristiques. Elle est limitée à 2.50m afin d'éviter les phénomènes de tassement. Les merlons sont arrondis pour éviter l'érosion latérale.</p> <p>[...]</p> <p>Les zones incluses à la demande d'autorisation mais non exploitées, les terres stockées pour la remise en état, ne font pas l'objet de traitement phytosanitaire et sont entretenues par fauche. Cet entretien s'effectue en dehors de la période de reproduction, c'est-à-dire pendant la période hivernale entre septembre et mars.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant veille à réduire, supprimer la prolifération de végétation parasite sur les buttes constituées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les travaux de décapage sont réalisés conformément aux modalités prévues par l'Arrêté Préfectoral d'autorisation susvisé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Rejets d'eau dans le milieu naturel

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 25 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Qualité de l'eau |
| Prescription contrôlée : Le seul rejet dans le milieu naturel autorisé est celui des eaux issues du déshuileur mis en place sur la plateforme de ravitaillement en carburant des engins sur chacun des sites de la carrière. [...] L'exploitant procède à un entretien régulier du déshuileur afin de garantir dans le temps ses performances de traitement. |
| Constats : Le ravitaillement des engins se fait uniquement au niveau des installations de traitement, enregistrées au droit d'une autre carrière de l'exploitant qui se trouve à proximité des présents sites. Il n'y a pas d'aire de ravitaillement sur les sites d'extraction relatifs à la carrière de Cloyes, Moncetz et Norrois visitée ce jour. Il n'y a donc aucun rejet d'eau canalisée dans le milieu naturel. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/12/2021, article 7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Qualité de l'eau |
| Prescription contrôlée : L'exploitant assure le suivi de la qualité des eaux souterraines en basses et hautes eaux dès les travaux de remblayage. A cette fin, il met en place un réseau de piézomètres selon les règles de l'art (1 en amont du sens d'écoulement et 2 en aval) afin de surveiller la qualité des remblais sur la parcelle ZB8 (voir annexe 4). L'installation des piézomètres sera effective au plus tard dans un délai de 6 mois à compter de la signature de l'arrêté préfectoral. Les piézomètres sont nivelés en m NGF. Le suivi quantitatif et qualitatif comprend au minimum: - une mesure en période de "hautes eaux" et de "basses eaux" du niveau piézométrique ; - une campagne d'échantillonnage biannuelle, l'une en période dite de "basses eaux" et la suivante en période dite de "hautes eaux". Les paramètres analysés sont : température, pH, conductivité, matières en suspension (MES), arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, sélénium, zinc, aluminium, chlorures, fluorures, sulfates, hydrocarbures totaux (HCT), hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), composés organiques halogènes volatiles (COHV) et la demande chimique en oxygène (DCO). [...] |
| Constats : |

Les résultats d'analyses de la qualité des eaux souterraines, au droit du site "Les Grandes Raies", nommé site "GSM" dans l'arrêté susvisé, ont été présentés à l'Inspection. Ces résultats reprennent les analyses réalisées en Mars 2022, Novembre 2022, Juin 2023 et Décembre 2023. La périodicité des analyses est donc bien respectée. L'Inspection constate également que la totalité des paramètres susvisés ont fait l'objet d'une quantification lors des analyses.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3

Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de la carrière

Prescription contrôlée :

I. Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

II. Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;

- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.

III. Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines « et les sols ». L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.

Constats :

Compte tenu du constat n°5 et bien que la périodicité des analyses soit respectée, l'Inspection s'interroge sur les impacts du remblayage sur la qualité des eaux souterraines au site "Les Grandes Raies". Depuis 2022, les résultats d'analyses montrent des dépassements ponctuels des seuils de qualité énoncés dans l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.

On observe, entre le résultat obtenu au niveau du piézomètre amont et celui obtenu au niveau du piézomètre aval, une augmentation significative des paramètres suivants:

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - conductivité - concentration en sulfate - concentration en aluminium - concentration en fer (pour le résultat de Mars 2022) - concentration en métaux totaux (pour le résultat de Mars 2022) <p>En ce qui concerne les concentrations en métaux, les résultats obtenus dépassent les seuils relatifs à la dégradation de la qualité des eaux souterraines énoncés dans l'arrêté du 17 décembre 2008 précité.</p> <p>L'inspection constate que, depuis 2023, les concentrations de ces différents paramètres se stabilisent. En décembre 2023, seule la concentration en aluminium au niveau du piézomètre aval dépasse le seuil visé de 200 µg/ l. Au jour de la visite, le site est totalement remblayé.</p> <p>Suite à la visite et aux constats établis avec l'exploitant, il lui est demandé de transmettre le registre d'admission des déchets inertes utilisés pour le remblayage du site "Les Grandes Raies". Le constat n°7 fait acte de cette demande et de son analyse.</p> <p>Par courriel en date du 12/04, l'exploitant confirme la mise en œuvre de nouvelles analyses le 17 avril 2024.</p> <p>Sur la base des résultats et de leurs interprétations transmis, L'Inspection proposera le cas échéant des suites complémentaires.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite rappelant à l'exploitant son engagement de transmettre les résultats et interprétations associées des analyses d'eaux souterraines menées en avril 2024 |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 7 : Registre d'admission des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9 |
| Thème(s) : Autre, Déchets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, après le contrôle, le 22/03/2024, le registre d'admission des déchets pour le site "Les Grandes Raies". Les éléments visés par l'Arrêté Ministériel du 22/09/1994 sont bien explicités dans le registre.</p> <p>Le 12/04/2024, l'exploitant a également transmis à l'Inspection le registre des demandes d'acceptation préalable (DAP) pour les déchets inertes arrivant sur le site. Ce registre complémentaire répond aux exigences de l'Arrêté du 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'Inspection ne relève pas de non-conformité à la lecture de ces registres.</p> |

Il a toutefois été demandé à l'exploitant d'intégrer dans le registre d'admission des déchets, pour chaque arrivée de camion, le numéro de DAP, les codes déchet et les résultats des contrôles effectués lors du dépôt.

L'exploitant a transmis à l'Inspection, le 12/04/2024, le nouveau registre d'admission avec les éléments demandés. Ce registre sera utilisé et renseigné à l'avenir pour l'admission des déchets dans les autres sites de la carrière.

Une interrogation subsiste sur les causes de l'augmentation des concentrations en métaux dans la nappe souterraine, les évolutions les plus significatives ayant été mises en lumière avant l'enfouissement des premiers déblais, comme en témoigne les registres transmis à l'Inspection.

L'Inspection se prononcera sur d'éventuelles suites au moment de la réception des nouvelles analyses relatives au constat n°6.

Type de suites proposées : Sans suite